

Je suis assistante sociale dans un service social départemental depuis plus de 10ans.

Mon métier est d'accompagner les personnes les plus vulnérables, les accidentés de la vie, les personnes qui, un moment dans leur vie, en ont besoin. Mon rôle est plus d'accompagner que d'assister. Ce métier me tient à cœur pour les valeurs humanistes fortes qu'il porte et je crois, que dans la période politique actuelle, plus que d'habitude, notre rôle de garant de l'égalité, de solidarité, de neutralité en tant qu'agent public me paraît essentiel.

Notre diplôme est de bac +3, avec un salaire de début dans la fp de 1400€-1500€ pour finir à 2500€

Ce que je constate depuis plusieurs années c'est une accélération de la dégradation de mes conditions de travail. Ça passe par la perte de sens, de reconnaissance de mon expertise, de sa remise en cause parfois. La liberté d'intervention que mon métier permettait, garanti par son code de déontologie, est au fur et à mesure gommé par des injonctions paradoxales, la baisse des moyens humains et financiers dans les services, dans les dispositifs sociaux avec toujours plus de critères, de cases à remplir, pour que les personnes bénéficient de droit, d'aide.

A cela s'ajoute des heures sup de travail qui crève les compteurs, la vie familiale en prend un coup, plusieurs de mes collègues sont à 80% et travaillent comme si elles étaient à 100% car rien ne prévoit légalement que le charge de travail soit adaptée. Elles perdent donc du salaire, elles perdent des congés mais travaillent à temps plein. Parfois, elles ont même le sentiment qu'on leur reproche de prioriser leur vie familiale au détriment du travail notamment en protection de l'enfance.

Notre travail est de plus en plus contrôlé, maîtrisé par des logiciels, l'informatisation à outrance, et on a perdu tous nos espaces d'échanges entre professionnels, nos espaces de supervision, ... plusieurs enquêtes chsct ont mis en lumière ce que je vous raconte. Aucune réelles mesures n'ont été prises pour amorcer un changement. Souffrance au travail

On veut qu'on fasse toujours plus avec tjr moins de moyens, quand on dit qu'on y arrive plus, on nous dit de partir, on nous remet en cause dans notre travail, notre organisation, on nous dit qu'on peut faire mieux avec moins, ce qui est inattendable pour nous, plus de qualité mais de la quantité.

Finalement, mon métier se détériore, moins de personnes veulent le faire, et encore plus, quand il regarde la fiche de paie.

Tous les TS, vous le diront, nous ne choisissons pas ce métier pour le salaire mais par conviction.

Ainsi, le manque de reconnaissance, la perte de sens du métier, le mal être, la gestion et les logiques comptables de notre métier a rendu encore plus intolérable le manque de reconnaissance salariale.

J'ai lutté aux côtés de mes collègues durant des années pour atteindre la catégorie A, plus haute catégorie dans la FP. Nous étions fières d'avoir obtenu cette catégorie, fière que notre diplôme, nos études soient reconnues puis la douche froide est arrivée très très vite. Certaines organisations signataires ont d'ailleurs vite changé de discours alors que la CGT avait soulevé le loup dès le départ.

On s'est rendu compte que c'était un petit A au rabais, car pour le même niveau dans des filières administratives ou techniques, le salaire était plus élevé.

Nous avons arraché des augmentations de notre régime indemnitaire, c'est-à-dire le complément du traitement dans la FP. Cependant, c'est une augmentation locale et qui nous pénalise car nous ne cotisons pas pour notre retraite sur ce dernier. Donc double peine.

Le coup de grâce est arrivé, quand nos collègues épuisées par le métier, ont voulu changer de filière. Elles se sont vues dénigrées, leur disant qu'elles n'étaient que des petits A, des faux A. propos

inacceptables, ayant pour conséquence une proposition de reclassement à la catégorie en dessous. Nos collègues sont déterminées à aller en justice pour faire reconnaître leur catégorie.

On perd sur tous les plans ! perte du sens de notre métier que l'on souhaite bien faire et perte de reconnaissance salariale.

Comme bcp de salarié, comme bcp d'agent, le problème majeur, c'est le salaire. Le gel du point d'indice depuis plus de 10ans, ça ne peut plus durer.

C pourquoi avec mes collègues nous nous associons à toutes les mobilisations, avec la cgt, pour l'augmentation des salaires, pour la reconnaissance de nos métiers, pour des moyens supplémentaires, des embauches de collègues, de les titulariser.—

.

Dernièrement, nous avons entamé un combat pour que plus aucune famille du val-de-marne de dorment à la rue. Nous ne supportons plus le rôle que les dirigeants de l'état ou du département veulent nous faire jouer, notre rôle de garant de la cohésion sociale. Plus une famille à la rue, le quoiqu'il en coûte de M. Macron est pour le CAC 40 moins que pour les plus vulnérables et celles et ceux qui les accompagnent les soutienne au quotidien.

Pour preuve et j'en finirai là, la loi de transformation de la FP, c'est la suppression de milliers de fonctionnaires, de milliers d'hommes et de femmes, dans ma collectivité, c'est des suppressions de centaines, 600 au total, de postes occupés par des femmes car nous avons une collectivité composé de 76% de femme travaillant dans le domaine du social, de la petite enfance, de la protection de l'enfance, de la santé... résultat, les coups continue à pleuvoir, plus de travail, déshumanisation de notre travail, perte de reconnaissance et toujours et encore, des salaires qui ne sont pas à la hauteur.